

Cinq petites villes côtières en quête d'avenir

La moitié de la population mondiale vit dans des villes de moins de 500 000 habitants, dont une grande majorité sont des villes côtières. La croissance démographique future sera concentrée sur ces petites villes et les villes moyennes. Comment des municipalités démunies de services techniques compétents peuvent-elles faire face aux différentes pressions qui s'exercent sur les territoires côtiers : les pollutions marines, les infiltrations d'eau salée dans les nappes phréatiques, la dégradation du littoral, le déclin des activités traditionnelles de la pêche ou de l'artisanat, l'essor croissant des activités du tourisme balnéaire consommateur de territoire et de ressources naturelles, la sur-densification des quartiers historiques par les migrants les plus démunis ou bien la spéculation foncière due à la « gentrification » des centres villes à des fins touristiques, le manque de structures de formation et d'emplois...

Les villes d'Essaouira (Maroc), Mahdia (Tunisie), Omisalj (Croatie), Saïda (Liban) et Jableh (Syrie) hébergent chacune une population de moins de 500 000 habitants. En quelques années, l'initiative « Petites villes côtières historiques » a permis de créer, grâce à des partenariats entre villes et universités de tout le bassin méditerranéen, des fora d'expertise technique, d'expériences et de savoirs faire pour alléger les pressions sur ces petites villes.

En juin 1996, une équipe pluridisciplinaire d'experts de l'UNESCO participe à une réunion qui tente de comprendre pourquoi les quartiers historiques de certaines villes méditerranéennes situés en front de mer sont en but aux conséquences de l'intrusion de l'eau marine dans leurs nappes phréatiques et dans les soubassements des bâtiments, accroissant ainsi le degré d'insalubrité de la vie des habitants de ces quartiers, souvent les plus pauvres et les derniers migrants ruraux arrivés dans ces villes. Cette problématique technique et ses conséquences sociales interpellent les spécialistes présents, entre autres, des hydrologues, des sociologues urbains, des historiens, économistes de l'environnement, archéologues, architectes et urbanistes. Cependant, le premier constat réalisé par ces experts est qu'ils ne se comprennent pas entre eux.

En effet, les résultats scientifiques proposés par les hydrologues sont incompréhensibles pour les urbanistes et, de même, les paramètres de l'insalubrité urbaine ne sont pas évidents pour les océanographes. Alors, un sociologue urbain du Maroc propose d'établir un champ d'investigation sur cette problématique à partir d'un cas concret, la ville d'Essaouira, l'ancienne Mogador, créée au Vème siècle avant Jésus Christ par les carthageois.

Essaouira : de l'oubli au patrimoine mondial

En 1996, Essaouira est une ville ignorée des circuits touristiques du Maroc où seules Agadir et Marrakech sont



Essaouira vue de la place de la Médina sur laquelle s'ouvrent des galeries et des boutiques d'artisanat destiné aux touristes



©B. Colin/UNESCO

Au XV^{ème} siècle, les remparts et les récifs de la baie Nord protégeaient encore Essaouira contre les attaques de l'océan. Aujourd'hui, l'eau de mer s'infiltré sous les remparts et dans les soubassements des maisons du front de mer. Les maisons, insalubres, finissent par s'écrouler. Les différentes études d'experts réalisées par l'UNESCO devraient permettre d'élaborer un projet global de protection du rempart

développées sur le plan touristique dans la région de Tensift. En proie à une grave récession économique, peu ou mal reliée aux infrastructures nationales, Essaouira possède pourtant un centre historique, la Médina, érigée au XVIII^{ème} siècle par le Sultan Sidi Mohammed Ben Abdallah et conçu par un élève de Vauban⁵ comme une ville portuaire.

La survie de la Médina, en particulier du quartier juif du Mellah qui a été abandonné par ses propriétaires et occupé par des migrants ruraux, est menacée. Le centre historique est attaqué par les infiltrations d'eau marine mélangée à des rejets chimiques polluants qui accélèrent l'état d'insalubrité et l'écroulement de certaines maisons. Les habitants les plus pauvres louent à de lointains propriétaires qui n'entretiennent pas davantage les maisons. Les bâtiments historiques du quartier, anciens consulats étrangers, église portugaise, synagogues ou palais de justice tombent en ruines alors que les remparts face à l'océan ne sont plus entretenus.

5. Architecte français (1633-1707), ingénieur militaire célèbre pour ses fortifications



Diagnostic des maux de la Médina

Le Premier Conseiller du Roi du Maroc cherche alors à attirer la communauté internationale au secours de cette ville ; une université conviviale est créée annuellement, UN-Habitat envoie sur place un représentant pour créer une cellule *Agenda 21*. L'UNESCO se mobilise dès le début 1997, grâce à l'appui sur le terrain du Bureau de l'UNESCO à Rabat, pour envoyer des experts de haut niveau dans divers domaines de compétences comme l'océanographie, la conservation du littoral, la restauration des bâtiments historiques et l'environnement socio-économique, afin d'établir un diagnostic technique sur les désordres urbains de la Médina d'Essaouira.

Ce diagnostic constituait le document de travail du premier séminaire international sur le thème « Développement urbain et ressources en eau : petites villes côtières historiques » organisé en 1997 par le Siège et les bureaux régionaux de Rabat, Venise et Beyrouth de l'UNESCO. Cet événement a permis le lancement d'un réseau de villes intéressées par ce phénomène tant en Europe du Nord et du Sud qu'au Moyen Orient et au Maghreb.

Plusieurs universités étrangères s'intéressent alors à la ville, en particulier des écoles d'architecture en France et en Espagne, pour réaliser des relevés d'architecture et des projets de réutilisation des bâtiments et des quartiers historiques. La faculté de sociologie de l'université d'Alghero en Italie produit des études sur la possible réorientation touristique de la ville.

Des projets de coopération bilatérale permettent la réutilisation de certains bâtiments à partir des études universitaires, alors même que les autorités marocaines à tous les



©P. Riab/UNESCO

Détail de la façade maritime de la vieille ville de Saida. Après les bombardements israéliens de 1982, les réfugiés ont investi la vieille ville, construisant sur les bâtiments de l'époque ottomane

niveaux sont mobilisées pour résoudre les problèmes d'accessibilité, de développement des activités touristiques ou de relogement des populations vivant dans les maisons menaçant de tomber en ruines.

Des phénomènes pervers se cristallisent sur la zone urbaine classée

L'attrait des étrangers pour l'investissement dans la réhabilitation, plus ou moins appropriée, des maisons de la Médina ne démarre vraiment qu'après la diffusion d'une émission télévisée française sur Essaouira en 1998. Alors, les phénomènes pervers de la sacralisation, de la fossilisation et de la monoculture du tourisme se cristallisent sur la Médina dès sa nomination en 2001 sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité. Les maisons d'hôtes de haut standing se multiplient, les galeries d'art et d'artisanat délogent les petits commerces de la vie courante et les maisons se vendent de plus en plus cher, quel que soit leur état de dégradation.



Courtesy of UNESCO (ca. 1991)

Représentation de pêcheurs sur cette mosaïque de la ville ancienne d'Utica en Tunisie, qui date du IV^{ème} siècle

En contrepartie, l'économie locale est relancée, de nombreux emplois sont créés, de grandes chaînes hôtelières s'installent sur la plage d'Essaouira et des centres commerciaux viennent s'ériger contre les remparts de la vieille ville, classés également Patrimoine mondial.

Cet essor économique ne s'accompagne pas des mesures de consolidation d'urgence nécessaires sur les remparts nord pour continuer à protéger la vieille ville des attaques de l'océan, ce qui ne manque pas de soulever l'indignation des experts de l'UNESCO réunis en décembre 2003 à Essaouira pour réaliser un bilan de l'initiative « Petites villes côtières historiques » en présence des maires et des universitaires des villes du réseau telles que Mahdia, Omissalj, Saïda, Jableh, La Rochelle ou Kotor (Montenegro).

Depuis, la nouvelle Mairesse et le Gouverneur de la Province ont entamé des consultations afin de relancer la recherche de fonds. L'objectif est de résoudre le problème environnemental lié à la consolidation des remparts Nord et à l'entretien régulier de la muraille.



©T. Elayeb/UNESCO

Bien qu'elle demeure une des activités principales de la population locale à Mahdia, la pêche est menacée par la pollution marine et la surpêche



Le Borj, forteresse construite à la fin du XVI^{ème} siècle pour accueillir la garnison militaire ottomane. Vue de l'extrémité de la presqu'île de Mahdia, dessinée par Charles de Chassiron en 1849



Le Borj de nos jours et l'érosion des fondations des anciennes fortifications

Universités et municipalités coude à coude

Le cas d'Essaouira a donc été le premier à être étudié. Au cours du séminaire précité de l'UNESCO en 1997, en présence d'autres petites villes côtières intéressées par l'approche intégrée au développement urbain, Omisalj et Saïda ont alors demandé à faire l'objet d'une étude de l'UNESCO, puis la ville de

Mahdia et celle de Jableh se sont jointes aux autres. Voici quelques-unes des réalisations qui ont suivi.

A Mahdia, ancienne capitale des Fatimides de la Tunisie au X^{ème} siècle, à la suite du séminaire de l'UNESCO de juin 1999, les écoles d'architecture de Tunis (Tunisie) et de Nantes (France) ont créé un projet participatif de réutilisation d'une maison de la Médina. Ce projet, soutenu financièrement par la coopération décentralisée de la ville de Nantes et par l'UNESCO, comprend des essais techniques avec les maçons spécialistes des constructions et des matériaux traditionnels dans la région arabe, les *ma'allemin*, et une enquête avec les habitants sur les transformations sociales de la vieille ville.

L'Institut d'Etudes des Dunes de la ville de Montpellier (France), suivant les recommandations d'un expert de l'UNESCO et avec un financement du PNUD, a réussi à stabiliser la dune bordière tout en formant les spécialistes locaux de l'Agence pour la Protection du littoral.

Les Universités de Venise (Italie), Gembloux (Belgique) et Zagreb (Croatie) se sont unies pour réaliser un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'île de Krk à Omisalj, sous la direction du bureau de l'UNESCO à Venise. Ce bureau a en outre rédigé avec l'Université de Venise : une méthodologie générale de prospective urbaine pour les petites villes côtières de l'Adriatique.

A Saïda, l'ancienne Sidon, les professeurs de l'Université Lumière de Lyon (France) ont mené, avec le soutien de bureau de

l'UNESCO à Beyrouth et en coopération avec des spécialistes de Saïda, une étude sur l'érosion et la réhabilitation de la plage nord de la ville.

L'Université libanaise de Beyrouth, quant à elle, s'est associée à l'Université Aix-Marseille (France) pour la préparation d'une étude de diagnostic urbain sur la vieille ville de Saïda, afin d'aider la municipalité à réaliser un plan de redéveloppement socio-lement et économique-durable pour la vieille ville.

A Jableh, ville phénicienne, grecque et byzantine, les universités de Lattakié et Damas vont réaliser une étude prospective de développement urbain touristique de Jableh pour la revitalisation du centre historique et du littoral de la ville. Suivant les recommandations des deux missions d'expertise de l'UNESCO de 2002 et 2003, et de concert avec le cycle d'Urbanisme de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, les universités vont travailler sur ce projet avec la municipalité.



Les tisserands traditionnels de Mahdia sont renommés bien au-delà de la Tunisie. Certains créateurs européens viennent les mettre à contribution

Au-delà de la coopération entre villes et universités, il faut souligner que des experts de très haut niveau des Pays Bas, de Suède, du Danemark, d'Allemagne et d'Espagne ont réalisé, en particulier dans le domaine des pollutions marines et des ressources en eau douce, à l'invitation de l'UNESCO, des missions décisives pour la prise de conscience des municipalités du réseau, en particulier dans le domaine des pollutions marines et des ressources en eau douce.

Au fur et à mesure que les initiatives se croisent, des leçons sont tirées, permettant ainsi aux derniers cas à l'étude de bénéficier des réussites et des échecs des cas précédents. Il faut remercier les villes qui soutiennent ces cas d'études, comme le font officiellement les villes de Venise et Taglio di Po (Italie) pour Omisalj, La Rochelle et Nantes (France) pour Essaouira, Mahdia et Saïda. La ville de Jableh, qui a intégré le réseau en 2002, est toujours à la recherche d'une ville côtière pour soutenir ses efforts de développement.

L'urbanisation mondiale

Le dernier rapport d'octobre 2003 sur l'urbanisation mondiale de l'UN-Habitat souligne que la croissance urbaine était majoritairement concentrée, ces dernières années, sur 19 mégapoles (dont 16 côtières) où vivent 8% de la population mondiale.

Les petites villes n'ont pas à faire face à de vastes zones d'exclusion sociale ou d'habitat informel mais elles disposent rarement d'équipements et de services techniques suffisants et ne retiennent que difficilement l'attention des services publics



© Ph. Pypaert

Vue aérienne du centre historique d'Omisaalj. En zone côtière, la pression de l'expansion urbaine sur le territoire est toujours aiguë : l'environnement côtier, tout comme le front bâti historique, en subissent les conséquences

au niveau national. En revanche, elles constituent les premiers nœuds des réseaux urbains nationaux où viennent aboutir, même temporairement, les flux des migrations, rurales ou autres. Leur capacité d'accueil et d'intégration, tant au niveau de l'emploi que de l'hébergement, est souvent essentielle pour éviter que ces populations ne repartent vers les capitales de région ou les mégapoles.

L'importance politique et économique des villes destinée à croître

L'importance politique et économique des villes va s'accroître. Les trois grandes organisations de villes et autorités locales, à savoir, la Fédération mondiale des cités unies, l'Union internationale des autorités locales et l'Association mondiale des grandes métropoles (Métropolis), viennent de s'unir en mai 2004. Le poids politique et économique de cette association faitière, Cités et gouvernements locaux unis, sera considérable et devrait être reconnu aux prochaines réunions de l'Assemblée des Nations Unies.

Le 2 février 2004, le gouvernement du Canada a souligné dans son discours du Trône que « les collectivités, les villes et les municipalités jouent un rôle vital en ce qui touche nos objectifs sociaux et notre compétitivité économique. Qu'elles soient grandes ou petites, les collectivités sont confrontées à de nouveaux défis sans avoir, souvent, les moyens ni les outils nécessaires pour y faire face ».

Une approche interdisciplinaire du développement urbain

« Petites villes côtières historiques » s'est appuyée sur les résultats de la recherche du programme de l'UNESCO Gestion des transformations sociales (MOST) sur les migrations « campagnes-villes » dans la région arabe. MOST contribue



© Ph. Pypaert

La Basilique romane du V^{ème} siècle où s'est déroulé l'atelier d'archéologie organisé par le Bureau de l'UNESCO de Venise avec les universités et la Municipalité d'Omisaalj. Le Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO contribue à la restauration de la Basilique

également au réseau de recherche sur le rôle des villes intermédiaires face à l'urbanisation mondiale.

En effet, l'initiative est une illustration, dans le contexte géographique précis des zones côtières, du rôle d'accueil majeur des villes moyennes ou petites pour les populations issues des migrations rurales et de régulateur des réseaux urbains nationaux et interrégionaux.

Ont été également prises en compte les priorités de la gestion durable des ressources en eau douce du programme PHI⁶ et du développement durable des zones côtières et petites îles.

Fondée sur la Déclaration d'Istanbul (Habitat II en 1996) et sur la Charte de l'ICOMOS⁷ sur les villes historiques (1987), « Petites villes côtières historiques » a pour objectif principal de promouvoir auprès des décideurs de politiques publiques les principes socio-économiques, environnementaux et culturels d'une approche interdisciplinaire et durable pour le développement urbain de certaines petites villes côtières historiques de la Méditerranée et de l'Adriatique.

Brigitte Colin⁸, Joe Kreidi⁹, Philippe Pypaert¹⁰
et Alexei Suzyumov¹¹

Pour en savoir plus : www.unesco.org/most ou www.unesco.org/csi

6. Programme international hydrologique : www.unesco.org/water/ihp/index.shtml

7. Conseil international des monuments et des sites : www.icomos.org

8. Spécialiste de programme Architecture et ville pour MOST à Paris : b.colin@unesco.org

9. Spécialiste de programme, Bureau de l'UNESCO à Beyrouth : j.kreidi@unesco.org

10. Spécialiste de programme, Bureau de l'UNESCO à Venise : p.pypaert@unesco.org

11. Spécialiste de programme en zones côtières et petites îles à Paris : a.suzyumov@unesco.org